



Questions/réponses Santé publique

- 1) **Quel(s) traité(s) a (ont) attribué une compétence en santé publique aux institutions européennes ?**
 - Traité de Maastricht
- 2) **Selon l'article 168 du traité, quel(s) objectif(s) fondamental(aux) doit poursuivre la santé publique européenne ?**
 - Niveau élevé de protection de la santé humaine.
- 3) **A quoi correspond le principe de subsidiarité ?**
 - Insuffisance de l'intervention étatique
 - Une plus-value de l'action européenne
- 4) **Quelle(s) mission(s) spécifique(s) de santé publique relève(nt) de la compétence de l'union européenne ?**
 - l'alerte précoce afin d'activer la riposte rapide face à des urgences à caractère international.
- 5) **A quel(s) grand(s) problème(s) commun(s) aux états membres de l'union, la santé publique européenne se préoccupe-t-elle ?**
 - La lutte contre de grands fléaux
 - La qualité et la sécurité des transfusions et des transplantations
 - La réduction des effets nocifs de la drogue.
- 6) **Combien d'institutions composent d'une part le volet législatif et d'autre part le volet exécutif de l'union européenne dans le domaine de la santé publique ?**
 - 2
- 7) **Quelle(s) institution(s) de l'union européenne fixe(nt) les orientations générales en matière de santé publique ?**
 - Conseil européen
- 8) **Quelle(s) institution(s) de l'union européenne élabore(nt) des propositions de « lois communautaires » relatives à la santé publique ?**
 - Commission européenne
- 9) **Quel binôme institutionnel adopte les règlements, directives ou décisions applicables à la santé publique européenne ?**
 - Conseil de l'Union/ Parlement européen
- 10) **Combien d'agences communautaires remplissent des tâches à caractère technique, scientifique ou d'expertises au profit de la santé publique européenne ?**
 - 5

- 11) A quelle période s'applique le 3^{ème} programme d'action communautaire dans le domaine de la santé ? P229**
- 2014-2020
- 12) Quels sont les objectifs généraux du 3^{ème} programme d'action communautaire dans le domaine de la santé ? P230**
- Systèmes de santé innovants et viables
 - Accès à des soins de santé de meilleure qualité et plus sûrs
 - Prévention économiquement efficace
 - Protéger les citoyens contre les menaces sanitaires transfrontalières
- 13) Quelle(s) contribution(s) peut apporter la « santé en ligne » ?**
- diminuer les couts, surtout administratifs
 - réduire les soins non justifiés
 - faire baisser les erreurs médicales
- 14) Comment l'union européenne préconise-t-elle d'assurer la sécurité des patients et la prévention des infections associées aux soins ?**
- Eviter les événements indésirables
 - Organiser des formations initiales et continues
 - Partager des connaissances, des expériences et des meilleures pratiques
- 15) Comment l'union européenne garantit-elle le droit des patients à des soins de santé transfrontaliers ?**
- Reconnaissance de la validité des prescriptions médicales établies dans n'importe quel Etat membre
 - Règle de la prise en charge du remboursement des soins par l'état d'affiliation de la personne assurée
 - Protection standardisée des données personnelles
- 16) A partir de quel traité le principe de précaution est-il devenu une norme de droit européen ?**
- traité de Maastricht
- 17) Combien faut-il de facteurs afin de déclencher le recours au principe de précaution ?**
- 3
- 18) A combien de règles spécifiques et d'exigences de bonne gestion doit répondre la mise en œuvre du principe de précaution ?**
- 3 règles spécifiques et 5 règles de bonne gestion
- 19) Dans la préparation aux urgences sanitaires, que doit comporter la gestion de l'information à l'échelle de l'union européenne ?**
- Déterminer les dangers
 - Contrôler l'évolution de l'urgence
 - Déterminer les ressources à mobiliser
 - S'assurer du fonctionnement correct des coopérations.

- 20) Dans la préparation aux urgences sanitaires, à quelle(s) exigence(s) doit répondre la communication de l'union européenne ?**
- Ne diffuser que des messages précis au travers de canaux préservés utilisés exclusivement par les autorités
 - Faire connaître les possibilités de réaction
- 21) Dans la préparation aux urgences sanitaires, sur quel(s) type(s) de structure(s) l'union européenne s'appuie-t-elle afin d'enrayer la contamination des populations ?**
- Liaison
 - Direction
 - Contrôle
- 22) Comment se répartissent les 6 phases d'une pandémie de grippe entre la période intrapandémique, la période d'alerte pandémique, la période d'alerte à la pandémie et la période de pandémie ?**
- 2-2-1-1
- 23) A quelle(s) maladie(s) se consacre le réseau de surveillance et de contrôle des maladies transmissibles mis en place par l'union européenne ?**
- Maladies sexuellement transmissibles
 - Infections nosocomiales
 - Hépatites virales
 - Maladies vectorielles
- 24) Dans le cadre du système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles, à quelle(s) notification(s) sont tenus les états membres de l'union européenne ?**
- Les foyers détectés
 - Les manifestations pathologiques
 - L'apparition ou la résurgence d'agents infectieux
 - Les contre mesures appliquées ou envisagées à l'égard de pathogène.
- 25) Combien de niveau d'activation comporte le système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles mis en œuvre par l'union européenne ?**
- 3
- 26) Contre la prolifération de l'infection par le VIH, quelle(s) forme(s) de coopération avec ses pays voisins l'union européenne privilégie-t-elle ?**
- Transférer des bonnes pratiques de prévention et de traitement
 - Échanger des savoir-faire entre médecins, infirmier(ères) et experts(tes) en santé publique
 - Partager des données probantes entre professionnels de santé.
- 27) Selon l'union européenne, à quel(s) groupe(s) prioritaire(s) doivent s'appliquer des dépistages précoces contre le VIH/SIDA ?**
- Les homosexuels

- Les migrants
- Les toxicomanes (consommateur de drogue par voie intraveineuse)

28) Pour l'union européenne, de quel(s) moyen(s) doivent disposer les autorités sanitaires nationales en vue de se préparer à d'éventuelles attaques terroristes ?

- La mise en place de systèmes de notification rapide
- La formation de cliniciens à la détection des syndromes provoqués par des agents biologiques ou chimiques
- Octroi aux laboratoires de capacités de réponse à des substances à haut risque.

29) Quelle(s) priorité(s) poursuit le plan d'action du comité de sécurité sanitaire de l'union européenne ?

- La prévention
- La détection
- La préparation à la réaction

30) Afin d'encourager le don du sang, quelle(s) démarche(s) de sensibilisation doivent adopter les états membres de l'union européenne ?

- Démontrer les avantages du don de sang pour les patients
- Rechercher les raisons de refuser le don
- Informer sur la possibilité de se retirer n'importe quand du processus du don.

31) A quelle(s) règle(s) sont tenus de se conformer les établissements de collecte du sang ?

- La confidentialité sur la santé des donneurs et sur le don
- La connaissance complète de l'état de santé et des antécédents du donneur
- L'affichage des conditions d'admissibilité et d'exclusion
- L'enregistrement des raisons d'exclusion dans un fichier.

32) Au sujet de l'admissibilité des donneurs de sang, à quelle(s) obligation(s) doivent se soumettre les états de l'union européenne ?

- La sauvegarde de la traçabilité des dons
- La limitation des quantités prélevées
- La fixation d'intervalles entre les dons
- L'encouragement au don volontaire et gratuit

33) Quelle(s) information(s) est (sont) à transmettre par les établissements de transfusion sanguine aux autorités sanitaires nationale en vue de l'obtention de leur accréditation ?

- Identification complète de la structure
- Qualification des personnels
- Descriptif du système de qualité mis en place.

34) En matière de transplantation des tissus et cellules d'origine humaine, en quoi consiste la compétence de l'union européenne ?

- Aucune réponse à mentionner car tout incombe aux Etats

- 35) Lors de l'étape du don d'organes ou de cellules destiné à une transplantation, sur quel(s) paramètre(s) doivent porter des normes rigoureuses ?**
- Modes opératoires
 - Qualification des personnels
 - Obligation de prélèvement sous la supervision d'un médecin
 - Identification parfaite des organes.
- 36) Quel(s) objectif(s) poursuit l'union européenne contre la résistance aux antibiotiques ?**
- L'utilisation approprié des antimicrobiens
 - Le renforcement de la prévention des infections en milieu hospitalier
 - L'encouragement de la recherche de nouveaux antimicrobiens
- 37) Comment définit-on une maladie rare en nombre de personnes atteintes sur 10.000 ?**
- 5
- 38) Lors d'expositions à des rayonnements ionisants à des fins médicales, quel(s) principe(s) l'union européenne préconise-t-elle de respecter ?**
- Un avantage net satisfaisant
 - Dose consécutive à l'exposition reste la plus faible possible
 - Intervention thérapeutique s'effectue sous la responsabilité d'un praticien
 - Les actes soient effectués dans le respect des conditions de radioprotection optimales.
- 39) parmi les causes de mortalité à quels rangs se situe le cancer (P263)**
- Deuxième
- 40) en matière de prévention du cancer du sein quelle tranche d'âge l'union européenne recommande-t-elle de surveiller par mammographie (p264)**
- de 50 à 69 ans
- 41) quel(s) mesure(s) les législations des états membres doivent-elles prévoir contre le tabagisme passif (266)**
- interdiction de fumer dans des lieux publics fermés
 - interdiction de fumer dans les lieux collectifs
 - primauté du droit à la santé des non-fumeurs
- 42) dans les cigarettes quels teneurs maximales sont admises pour le goudron nicotine et monoxyde de carbone (266)**
- 10mg-1mg-10mg
- 43) A quel interdiction les législations de l'union peuvent elles recourir afin de réduire l'offre du tabac aux jeunes (P269-270)**
- Interdire la vente de cigarettes à l'unité
 - Interdire la vente de cigarettes en paquets de moins de 19 unités

- Interdire la vente de cigarettes aux jeunes avant l'âge légal
- Interdire la vente de produits du tabac en comptoirs libre-service

44) Dans l'union européenne quel est le taux standard maximal d'alcool autorisé dans le sang (TA) pour les conducteurs de véhicules à moteur (P272)

- 0,5 mg/ml

45) Stratégie de réduction des dommages liés à l'alcool quel priorité essentiel poursuit l'union européenne (P273)

- Protéger les enfants et les jeunes
- Combattre l'ivresse au volant

46) quels risques majeurs l'excès de poids présente-t-il pour la santé (P275)

- affections cardiovasculaires
- diabète
- certains cancers

47) Que préconise l'UE afin de freiner le développement de l'obésité (P275)

- Régimes alimentaires sains
- Activité physique

48) Quels acteurs privés peuvent encourager l'adoption d'habitudes alimentaires saines pour lutter contre l'obésité (P277-278)

- Industrie alimentaire
- Organisations sportives
- Société civile

49) Quels pourcentages de réduction pathologiques permettent le bon choix de nutrition (P278)

- 80%

50) Quelle(s) recommandation(s) diffuse l'union contre les risques inhérents à la toxicomanie (P282)

- Vaccination contre l'hépatite B
- Garantie d'accès aux préservatifs et au matériel d'injection
- Batterie de dépistages : VIH, hépatites, tuberculose, maladies sexuellement transmissibles

51) Contre les diverses formes de démences quel(s) objectif(s) l'UE poursuit-elle en commun avec ces états membres (P290)

- Prévention et diagnostic précoce
- Amélioration des connaissances épidémiologiques
- Echange de bonnes pratiques

52) De quelle(s) institution(s) dépend la Pharmacopée européenne ? P.295

- Conseil de l'Europe
- 53) Quelle(s) règle(s) éthique(s) figure(nt) dans la législation européenne au sujet des essais cliniques? P.297 et 298 (titres uniquement)**
- Protection des personnes participant aux essais
 - Avis préalable d'un comité d'éthique national
 - Obligation de se soumettre à des inspections
 - Notification d'événements indésirables graves
- 54) Sur quoi porte le Code communautaire relatif aux médicaments à usage humain? P.299**
- Fabrication
 - Etiquetage
 - Distribution
 - Publicité
- 55) En France, quelle(s) institution(s) délivre(nt) les autorisations de mise sur le marché des médicaments (AMM)? P.299**
- ANSM
- 56) Dans quel(s) cas, une demande d'AMM peut-elle être refusée? P.300**
- Rapport bénéfice/risque défavorable
 - Non-respect du critère de qualité dans la composition du produit
 - Effet thérapeutique peu intéressant
 - Incohérence entre les exigences et les documents fournis
- 57) A quelle(s) obligation(s) doit se conformer un demandeur d'AMM? P.301**
- Spécifier le lieu de fabrication du médicament
 - Disposer de locaux dotés d'un équipement technique approprié
 - S'entourer d'un personnel qualifié
 - Apporter tous les justificatifs demandés
- 58) Sur l'emballage extérieur d'un médicament, quel(s) renseignement(s) les Etats membres ont-ils la faculté de faire figurer? P.301**
- Prix
 - Conditions de remboursement
 - Statut légal de la délivrance
- 59) Quel(s) type(s) de classification peut avoir une ordonnance? P.302**
- Renouvelable ou non renouvelable
 - Spéciale
 - Réservée à des milieux spécialisés
- 60) A l'égard du grand public, quelle(s) publicité(s) en faveur des médicaments est (sont) autorisée(s)? P.303**
- Publicités relatives à des campagnes de vaccination
 - Publicités sur l'utilisation de médicaments sans intervention médicale

- 61) Dans quel(s) cas un médicament peut-il faire l'objet d'un retrait du marché ? P.304**
- S'il présente une nocivité
 - S'il y a un défaut d'effet thérapeutique
 - Si le rapport bénéfice/risque est défavorable
 - Si la composition ne correspond pas à la description
- 62) Avant la commercialisation d'un médicament à usage humain, que doit prendre en considération un contrôle final ? P.308**
- Conditions de fabrication
 - Résultats des contrôles pendant le processus
- 63) Comment l'Union européenne entend-elle garantir la qualité des essais sur des substances chimiques ? P.309**
- En évitant la répétition des essais
 - En donnant l'assurance de l'innocuité
 - En limitant le nombre d'expériences sur les animaux
- 64) Quel pourcentage de médicaments prescrits ne sont, ni étudiés, ni autorisés spécifiquement pour les enfants ? P.310**
- 50%
- 65) Sur l'emballage extérieur des médicaments de thérapie innovante, quelle(s) indication(s) n'apparaît (ssent) pas ? P.312 et 313**
- La description des dispositifs médicaux, des biomatériaux et matrices
 - Propriétés pharmacologiques
- 66) Sous quelle forme a été constituée l'Innovative Medicines Initiative (IMI) ? P. 314**
- Entreprise commune
- 67) Q67.En plus des mentions obligatoires applicables à l'étiquetage de tout produit, quelle(s) information(s) spécifique(s) à fournir concerne(nt) les cosmétiques ? P.318**
- Origine des composants importés
 - Précautions d'emploi
 - Liste complète des composants
- 68) Quel(s) organisme(s) ou institution(s) a (ont) apporté leur aide à l'élaboration des indicateurs de santé de l'Union européenne ? P.319**
- L'office statistique des communautés européennes (EUROSTAT)
 - L'organisation de coopération et de développement économique (OCDE)
 - L'organisation mondiale de la santé (OMS)
- 69) A quel(s) défi(s) commun(s) les systèmes de soins de santé des Etats membres de l'Union européenne doivent-ils répondre ? P.323 et 324 (titres uniquement)**

- L'évolution de l'attente des patients
- La réponse au vieillissement démographique.
- L'émergence de nouvelles technologies et thérapies

70) En matière de soins de santé, quel(s) objectif(s) à long terme l'Union européenne propose-t-elle à ses Etats membres d'atteindre ? P.324

- Accessibilité
- Viabilité financière
- Inclusion sociale
- Qualité des traitements

71) Par quel(s) levier(s) peut-on aboutir à une régulation de l'offre de soins ? P.325

- Par l'attribution « d'enveloppes fermées »
- Par la « contractualisation » des relations entre acheteurs et fournisseurs de soins.